

Code  
**600380**

Durée  
**6**  
jours

Tarif Inter\*  
**6 222 €**  
HT

\*Repas inclus (en présentiel)

### PROCHAINES SESSIONS

- **A DISTANCE, PARIS :**  
4 nov. au 6 déc. 2024

[Voir toutes les sessions](#)

### PUBLIC

Directeurs juridiques – Responsables juridiques – Juristes – Compliance officers – Toute personne impliquée dans la mise en place d'un programme anti-corruption au sein de sa structure

### PRÉ-REQUIS

Être impliqué(e) dans la mise en place d'un programme anti-corruption au sein de sa structure.

### MOYENS PÉDAGOGIQUES

- Dispositif de formation structuré autour du transfert des compétences
- Acquisition des compétences opérationnelles par la pratique et l'expérimentation
- Apprentissage collaboratif lors des moments synchrones
- Parcours d'apprentissage en plusieurs temps pour permettre engagement, apprentissage et transfert
- Formation favorisant l'engagement du participant pour un meilleur ancrage des enseignements

### SATISFACTION ET EVALUATION

L'évaluation est la garantie de la qualité et de l'efficacité du transfert de compétences durant le parcours. En présentiel ou distanciel, en synchrone ou asynchrone, pendant ou à l'issue du parcours, la réussite de l'évaluation donnera lieu à un certificat « Lefebvre Dalloz ».

## Objectifs pédagogiques

- Identifier les risques en matière de corruption pour l'entreprise et ses dirigeants
- Mener la cartographie des risques et l'évaluation de ses clients et fournisseurs
- Assurer le déploiement et le suivi d'un programme anticorruption
- Constituer un dispositif d'alerte interne et une stratégie de gestion de crise

## Programme de la formation

Responsabilité pénale de l'entreprise (1 jour)  
Voir le module Réduire

### Identifier le risque pénal pesant sur l'entreprise

#### Distinguer les spécificités du risque pénal

- Notion d'infraction pénale
- Conditions d'engagement de la responsabilité pénale

#### Mesurer les possibilités de mise en cause de la responsabilité de l'entreprise

- Répartition des responsabilités dans l'entreprise
- Articulation des responsabilités entre personnes morales et personnes physiques

### Cartographier les infractions pénales liées à la vie des affaires

#### Décrire les principaux risques économiques et financiers

- Infractions économiques (pratiques commerciales déloyales, contrefaçon, facturation, corruption, etc.)
- Infractions financières (abus de biens sociaux, blanchiment, délit d'initié, etc.)

#### Cerner la pluralité des risques secondaires

- Infractions involontaires (blessures, homicides, mises en danger, etc.)
- Droit pénal du travail (hygiène et sécurité, entrave, harcèlement, discrimination, travail dissimulé, etc.)
- Fraudes informatiques et cybercriminalité
- Marchés publics (prise illégale d'intérêts, trafic d'influence, etc.)
- Risque pénal environnemental

- Exercice d'application : analyser les qualifications retenues à partir de décisions jurisprudentielles existantes

## Mettre en place les mesures de prévention du risque pénal

### Rédiger des délégations de pouvoirs adaptées

- Audit des zones de risques dans l'entreprise
  - Conditions de validité d'une délégation et effets
  - Choix de son délégataire et maîtrise de la portée de la délégation
  - Délégations complexes (co-délégations et subdélégations)
- Atelier pratique : les éléments clés pour rédiger des délégations de pouvoirs efficaces:

### Implémenter les mécanismes internes appropriés

- Alertes professionnelles : le whistleblowing et les dernières mesures tendant à la protection des lanceurs d'alerte
- Outils de sensibilisation des salariés (codes de conduite, charte éthique, etc.)

## Élaborer une stratégie de défense en cas de poursuite pénale

### Décrypter le déroulement de la procédure pénale

- Initiative et forme des poursuites
  - Principaux acteurs de la procédure pénale
  - Mesures d'enquête (perquisitions, audition, réquisitions judiciaires)
  - Mesures privatives et restrictives de liberté (garde à vue, mise en examen, détention provisoire)
- Mise en situation : adopter le bon comportement en garde à vue

### Anticiper les suites du procès et gérer la crise dans l'entreprise

- Conduite du procès et suites (sanctions, casier judiciaire)
  - Communication en interne et en externe
- Atelier pratique : mettre en place une stratégie de communication de crise au sein de l'entreprise

Lutte anti-corruption : mise en place d'un programme de conformité (1 jour)  
Voir le module Réduire

## Maîtriser le cadre légal, national et international, en matière de lutte anti-corruption

### Lister les différentes formes juridiques de la corruption

- Corruption active et corruption passive
  - Corruption nationale et internationale
  - Corruption publique et corruption privée
  - Corruption et trafic d'influence
- Atelier "Qu'est-ce que la corruption ?"
  - Jeu pédagogique : qualifier des faits de corruption et de trafic d'influence
  - Mise en situation : différencier contrat d'intermédiaire et trafic d'influence

### Analyser l'architecture des incriminations liées à la corruption

- Critères de l'agent public et privé
  - Distinction de l'acte de la fonction et l'acte « facilité » par la fonction
  - Définition de l'avantage indu
- Atelier « L'architecture de la corruption »

- Étude de cas : découvrir des cas concrets de corruption à partir d'illustrations jurisprudentielles
- Cas pratique : comprendre les stratégies judiciaires... ou le non-dit de la corruption

### Se repérer dans la complexité juridique de la corruption

- Infractions favorisant la corruption : prise illégale d'intérêts, favoritisme
- Infractions liées aux moyens de la corruption : abus de biens sociaux, abus de confiance, détournement de biens publics, faux et usage de faux
- Infractions liées aux conséquences de la corruption : recel et blanchiment
- Organes de contrôle et de répression (lanceur d'alerte, AFA, CJIP)
- Jeu pédagogique « Les 15 qualifications » : découvrir l'analyse systémique de la corruption

## Évaluer le risque de corruption au sein de l'entreprise

### Élaborer une cartographie des risques en matière de corruption

- Rôles et responsabilités des acteurs de la cartographie
- Identification du risque inhérent aux activités des organisations concernées
- Exposition au risque de corruption
- Hierarchie et traitement des risques nets ou résiduels
- Formalisation et actualisation de la cartographie
- Étude de cas : analyser des exemples de cartographies existantes

### Dresser l'inventaire des pratiques à risques

- Les personnes politiquement exposées
- Les contrats d'affaires avec des intermédiaires
- Les cadeaux d'affaires, les invitations, le sponsoring, le mécénat
- Les réponses aux marchés publics
- Les sollicitations indues
- Brainstorming : échanger autour d'un exemple de cartographie des risques, étape par étape

## Mettre en place un programme de conformité adapté

### Faire un état des lieux des zones de vulnérabilité et des dispositifs internes existants

- Audit des partenaires commerciaux
- Audit comptable
- Partage d'expériences : échanger sur les pratiques actuelles de son entreprise

### Implémenter les outils de prévention et de contrôle

- Code de conduite
  - Politique de formation et de sensibilisation
  - Procédure de sanction
  - Auto-évaluation de la politique interne de l'anti-corruption
  - Atelier "Corruption et conformité"
  - Étude de cas : se positionner sur la solution à adopter face à 3 scénarios distincts
  - Débriefing "À vous de jouer!" : les bons réflexes à adopter dans la mise en place de vos futurs programmes de conformité
- Lutte anti-corruption : cartographie des risques et procédures d'évaluation des tiers et fournisseurs (1 jour)  
Voir le module Réduire

## Décrypter la méthodologie générale de la cartographie des risques

## Délimiter le cadre juridique de la cartographie des risques

- Lignes directrices du SCPC
- Exigences de la loi Sapin II
- Comparaison avec la FCPA
- Recommandations de l'Agence française anti-corruption (AFA)

## Intégrer la méthodologie générale de l'analyse des risques

- Définition et démarche globale
- Mapping par process/par pays/par risque

## **Construire une cartographie des risques liés à la corruption**

### Adapter la méthodologie générale au risque de corruption

- Acteurs directs et indirects
  - Identification et hiérarchisation des risques significatifs
  - Typologie de fraudes possibles
  - Contrôle des outils en place et évaluation de leur efficacité
  - Actualisation de la documentation
  - Analyse des dernières recommandations de l'AFA et recours à la méthodologie en 6 phases
- Exercice pratique : réaliser un audit de la fraude et du traitement du risque à partir d'une situation donnée

## **Mettre en place les procédures d'évaluation des tiers, clients et fournisseurs**

### Intégrer le cadre de l'évaluation des risques tiers (« Due diligence »)

- Définitions, objectifs et tiers concernés
- Modalités des évaluations : acteurs, informations et documents utiles
- Evaluation du niveau de risques : mesures de prévention, contrôle du processus d'évaluation, conservation des informations et documents

### Délimiter le contenu de l'évaluation

- Critères : identité, actionnariat, risques pays, secteur d'activité, expertise, intégrité et réputation, dispositif de conformité, coopération
- Eléments à vérifier
- Questionnaire de l'AFA
- Dernières recommandations de l'AFA

- Cas pratique : construire un mapping du risque pays/tiers/fournisseurs

Fraudes internes (1 jour)

Voir le module Réduire

## **Identifier la notion et les principaux mécanismes de fraude**

### Expliquer la notion de fraude

- Caractéristiques, définitions et état des lieux
  - Partage des responsabilités
  - Présentation des moyens internationaux de lutte
- Cas pratique : répondre au questionnaire d'analyse du risque de fraude

### Analyser les schémas de fraude par cycle

- Achats : fournisseur fictif, surfacturation, falsification des paiements
- Ventes : client fictif, transfert de comptes, détournement de chèque
- Trésorerie et caisse : écrémage, erreurs de caisse, retours
- Actifs : immobilisations et stocks

- Paie : salarié fictif, double paiement, commissions, frais
- Falsification des états financiers
- Quiz : savoir identifier les principaux schémas de fraude
- Etude de cas : établir le schéma de fraude pour un groupe hôtelier

## Mettre en place les dispositifs de prévention de la fraude

### Déterminer les outils à implémenter

- Contrôle interne.
- Éthique des affaires
- Recrutement aux postes sensibles au sein de l'entreprise
- Diagnostic des zones de risque
- Cas pratique : identifier les zones de risques et déterminer les contrôles à mettre en place pour une entreprise de service

## Utiliser les techniques de détection et les outils informatiques innovants

### Mettre en place les techniques de détection adéquates

- Examen analytique
- Signaux d'alerte
- Sondage
- Analyse de données
- Exercice d'application : étude de situations types

### Recourir à des outils innovants

- Techniques d'entretien et d'audit spécifiques
  - Remontées d'informations sensibles par hotline
  - Exercice d'application : étude de situations types
- Lutte anti-blanchiment (1 jour)  
Voir le module Réduire

### Intégrer le cadre juridique, les mécanismes et les acteurs de la LAB

- Les mécanismes du blanchiment : circuits de l'argent sale, techniques de blanchiment
- Etude de cas : analyser des exemples de montages suspects
- Le cadre juridique du blanchiment :
  - Brainstorming : échanger sur les recommandations de l'AMF et du GAFI
  - Le rôle des différents acteurs : ACPR, GAFI, TRACFIN, AMF, etc...
- Quiz : les différentes techniques de blanchiment

### Délimiter les obligations et responsabilités en matière de LAB

- Les obligations des banques en matière de LAB :
- Les obligations de vigilance
- Responsabilités et sanctions en cas de manquement

### Mettre en place les dispositifs de conformité adaptés au sein de l'entreprise

- Mise en place d'une politique et de procédures de suivi et d'analyse de la relation d'affaires
- Systèmes de détection automatisés
- Formation des personnels concernés
- Dispositifs de contrôle interne, indicateurs d'alerte, suivi et investigations
- Etude de cas : analyser des exemples de procédures internes efficaces et d'un programme de conformité

Lutte anti-corruption : gestion des états de crise et du dispositif d'alerte interne  
(1 jour)  
Voir le module Réduire

## Prévenir la survenance d'une crise au sein de l'entreprise par la mise en place d'un dispositif d'alerte anti-corruption adapté

- Autodiagnostic : faire un audit de l'état de prise de conscience et de préparation face aux crises dans une organisation

### Délimiter le cadre juridique anti-corruption et la notion de crise

- Contexte : définition de la compliance, loi Sapin II et recommandations de l'AFA
- Notion de crise
- Enjeux et risques juridiques, économiques, réputationnels, médiatiques
- Scénario type et conséquences interactives
- Spécificités liées à la corruption sur le plan du droit pénal
- Mises en situation : qualifier en sous-groupes les exemples de situations pouvant se retrouver en entreprise
- Quiz : les états de crise

### Implémenter le dispositif d'alerte interne adapté

- Intégration de paramètres hors loi Sapin II : signaux faibles, risques systémiques
- Zoom sur le lanceur d'alerte : confrontation, protection
- Domaine de l'alerte professionnelle, quelles sont les entreprises concernées ?
- Nécessité d'un référent ou d'une structure, les différentes options : référent unique ou équipe, interne ou externe, rattachement hiérarchique
- Modalités de la procédure d'alerte : paliers, traitement, recevabilité, enregistrement
- Information des salariés et respect de la confidentialité
- Atelier « Alerte interne » :
- Déterminer la recevabilité d'une alerte
- Bâtir le dispositif d'alerte professionnel de son entreprise

## Traiter la crise survenant au sein de l'entreprise

### Situer le contexte de l'entreprise

- Évaluation du degré de la crise pour élaborer son plan d'actions
- Rôle de chacun des collaborateurs de l'entreprise

### Mettre en œuvre le plan d'actions adéquat

- Cellule de crise : organisation, périmètre, responsabilité
- Avec quels outils travailler ?
- Enquête interne et éventuelle enquête judiciaire : méthode, compétences, outils
- Gestion de la communication : interne et externe, quelle temporalité ?
- Quelle immixtion pour l'Agence Française Anticorruption ?
- Mise en situation : la communication de crise dans l'entreprise

## Gérer la sortie de crise et ses suites

### Mettre en place les mesures nécessaires

- Maintien d'un état de veille
- Transparence et formation : rassurer et impliquer les collaborateurs et les salariés

## Assurer le suivi des actions correctives

- Que faire en cas de dysfonctionnements constatés/larvés ?
- Capitalisation et évolution dynamique de l'organisation et des process
- Atelier « Gestion de crise »:
- Étude de cas : études des affaires Enron, Symantec, France Télécom
- Mindmapping de synthèse du processus de gestion de crise
- Mise en situation et jeux de rôle

## Prévenir la survenance d'une crise au sein de l'entreprise par la mise en place d'un dispositif d'alerte anti-corruption adapté

- Autodiagnostic : faire un audit de l'état de prise de conscience et de préparation face aux crises dans une organisation

## Délimiter le cadre juridique anti-corruption et la notion de crise

- Contexte : définition de la compliance, loi Sapin II et recommandations de l'AFA
- Notion de crise
- Enjeux et risques juridiques, économiques, réputationnels, médiatiques
- Scénario type et conséquences interactives
- Spécificités liées à la corruption sur le plan du droit pénal
- Mises en situation : qualifier en sous-groupes les exemples de situations pouvant se retrouver en entreprise
- Quiz : les états de crise

## Implémenter le dispositif d'alerte interne adapté

- Intégration de paramètres hors loi Sapin II : signaux faibles, risques systémiques
- Zoom sur le lanceur d'alerte : confrontation, protection
- Domaine de l'alerte professionnelle, quelles sont les entreprises concernées ?
- Nécessité d'un référent ou d'une structure, les différentes options : référent unique ou équipe, interne ou externe, rattachement hiérarchique
- Modalités de la procédure d'alerte : paliers, traitement, recevabilité, enregistrement
- Information des salariés et respect de la confidentialité
- Atelier « Alerte interne » :
- Déterminer la recevabilité d'une alerte
- Bâtir le dispositif d'alerte professionnel de son entreprise

## Traiter la crise survenant au sein de l'entreprise

### Situer le contexte de l'entreprise

- Évaluation du degré de la crise pour élaborer son plan d'actions
- Rôle de chacun des collaborateurs de l'entreprise

### Mettre en œuvre le plan d'actions adéquat

- Cellule de crise : organisation, périmètre, responsabilité
- Avec quels outils travailler ?
- Enquête interne et éventuelle enquête judiciaire : méthode, compétences, outils
- Gestion de la communication : interne et externe, quelle temporalité ?
- Quelle immixtion pour l'Agence Française Anticorruption ?
- Mise en situation : la communication de crise dans l'entreprise

## Gérer la sortie de crise et ses suites

## Mettre en place les mesures nécessaires

- Maintien d'un état de veille
- Transparence et formation : rassurer et impliquer les collaborateurs et les salariés

## Assurer le suivi des actions correctives

- Que faire en cas de dysfonctionnements constatés/larvés ?
- Capitalisation et évolution dynamique de l'organisation et des process
  
- Atelier « Gestion de crise »:
- Étude de cas : études des affaires Enron, Symantec, France Télécom
- Mindmapping de synthèse du processus de gestion de crise
- Mise en situation et jeux de rôle

